



Première journée d'une mobilisation historique !

Avec plus de 1,5 million de manifestants répartis sur plus de 250 manifestations, la journée d'action du 5 décembre est une première étape réussie de la mobilisation sociale !

Des rassemblements et des manifestations ont été organisés partout en France, toujours dans l'unité syndicale regroupant une majorité de syndicats. Pas une Région ni un département sans initiative de lutte, pas un secteur d'activité professionnel sans des appels à la grève par centaine.

Ce haut niveau de mobilisation est historique, tant au regard du taux de mobilisation dans chaque grande ville que du niveau de grève dans les entreprises. Il démontre le refus d'une grande majorité des travailleurs, mais aussi des retraités et des jeunes, de voir notre système de protection sociale sacrifié sur l'autel du libéralisme économique.

Dans les entreprises par la grève et en même temps lors des mobilisations dans la rue, tous revendiquent une réforme juste de notre système de retraite qui prenne en comptes les différentes réalités du travail, la durée des études, l'égalité femmes/hommes et qui permette, dès 60 ans et avant pour les travaux pénibles, de partir en retraite à taux plein.

La mobilisation sociale unitaire qui s'engage est à l'initiative d'organisations syndicales représentant la grande majorité des travailleurs. Elle est soutenue par des centaines d'associations, de collectifs et de mouvements de citoyens, par des centaines d'intellectuels et artistes et par des dizaines d'organisations syndicales internationales représentant plusieurs millions de travailleurs à travers le monde.

Elle s'accompagne d'un soutien fort de la population et de l'opinion publique : 69 % des français soutiennent le mouvement, 44% font confiance aux syndicats pour réformer les retraites, *contre 26% au patronat et 25% au gouvernement.* (Source sondage Harris Interactive du 04/12/2019)

Loin d'un mouvement corporatiste comme tentait de le faire croire le gouvernement, la mobilisation sociale porte l'aspiration d'une société plus juste, plus solidaire et fraternelle.

Si le Président de la République refuse d'entendre les aspirations sociales, il démontrera de nouveau son dogmatisme et sa recherche de confrontation sociale. Il exposera le pays à un conflit social majeur et en portera l'unique responsabilité.

Le gouvernement doit renoncer à son projet de réforme et engager de réelles négociations pour assurer la pérennité et l'amélioration de notre système de retraite, comme l'avenir des futures générations.

La CGT appelle celles et ceux qui ne se sont pas encore mobilisés à le faire. Ce combat concerne tout le monde, quel que soit son entreprise, sa profession ou sa catégorie professionnelle, car la retraite c'est l'affaire de tous ! Il faut poursuivre la mobilisation sociale et l'élargir, tout en l'inscrivant dans le temps.

Dans les entreprises, les départements et les communes, des Assemblées Générales doivent s'organiser afin de décider collectivement des suites de la mobilisation et de ses formes d'actions.

Une intersyndicale nationale CGT, FO, CFE-CGC, Solidaires, FSU, syndicats d'étudiants et organisations de jeunesse se réunira demain matin afin d'analyser la situation et de proposer d'autres « temps forts » interprofessionnels dès la semaine prochaine.